

Questions orales

Ce que mon collègue et les députés de cette Chambre devraient savoir, c'est qu'il y a déjà un accès minimum au marché canadien qui se situe aux environs de 2,5 ou 2,7 p. 100. Toute la communauté agricole actuellement est d'accord sur le fait qu'on ne peut plus maintenant interdire l'accès complet dans des secteurs, par exemple, comme le beurre, et qu'on doit donner un accès qui représente peut-être de 1 à 1,5 p. 100. La position canadienne est celle de demandeur, monsieur le Président. Ce que nous souhaitons, c'est d'avoir un article XI qui protège vraiment les offices de commercialisation et qui empêche des situations comme celles qui sont arrivées l'an dernier dans le cas du yogourt et de la crème glacée. Ce qu'il nous faut, monsieur le Président, c'est avoir un système de gestion des approvisionnements qui protège vraiment le secteur laitier, et non pas un système qui puisse se détériorer de semaine en semaine. C'est ce que nous avons présenté. C'est une position qui soit vraiment consistante et qui va protéger pour des années et des années à venir, monsieur le Président, les producteurs agricoles canadiens.

* * *

[Traduction]

LES AFFAIRES INDIENNES

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): C'est au premier ministre que je m'adresse, monsieur le Président. On a fait aux autochtones une foule de promesses, dont un grand nombre pendant la crise d'Oka; mais depuis que les armes ont été déposées, que les barricades sont tombées et que les caméras ont quitté les lieux, le gouvernement est silencieux. Je rappelle au premier ministre qu'il a dit, pendant la crise, qu'il mettrait au point des programmes et des politiques qui garantiront à tous les autochtones du Canada plus de justice et d'équité sociale. Il a également promis d'accélérer le règlement de leurs revendications territoriales, d'améliorer leurs conditions économiques et sociales.

Qu'a-t-il fait au juste pour que les progrès soient plus rapides dans le règlement des revendications territoriales? Qu'a-t-il fait au juste pour améliorer les conditions sociales et économiques de tous les autochtones du pays depuis qu'il a en fait la promesse?

Mme Dorothy Dobbie (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le Président, je suis contente que la députée nous rappelle les engagements que nous avons pris en-

vers les autochtones le 25 septembre. Nous nous employons méthodiquement à en réaliser une partie.

• (1430)

Il faut beaucoup de temps pour renverser un état de fait qui dure depuis plus d'un siècle. L'engagement du premier ministre est le plus étendu et le plus profond du genre qu'on ait pris depuis un siècle. Les progrès sont ceux auxquels on peut s'attendre, mais nous nous ferons un plaisir d'en informer la députée au fur et à mesure.

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre. À l'instar sans aucun doute des peuples autochtones du Canada, je regrette que le premier ministre ne prenne pas la peine de répondre ici de ses propres promesses.

Je dirai donc au premier ministre que les revendications territoriales ont déjà donné lieu à un certain nombre d'études, comme en font foi les rapports Penner, Coolican et LaForme. On a fait rapport ici à la Chambre de nombreuses études sur la situation des autochtones. Le gouvernement actuel est au pouvoir depuis six ans. Il a eu six ans pour mettre un programme en place afin de régler les questions autochtones.

Notamment en ce qui concerne la question des revendications territoriales, j'ai proposé beaucoup de choses, dont la création d'une commission des revendications territoriales des autochtones. Le premier ministre va-t-il examiner cette proposition et envisager d'établir un système qui s'occupe vraiment de régler les revendications territoriales partout au Canada, de créer une commission des revendications territoriales des autochtones?

Mme Dorothy Dobbie (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le Président, c'est avec plaisir que j'examinerai toutes ces options. En fait, c'est exactement ce que je suis en train de faire. Si la députée était attentive un instant, elle saurait que nous disons depuis le début que nous examinons des moyens coordonnés qui soient de nature à régler ces questions. Lorsque nous aurons trouvé les solutions, nous nous ferons un plaisir d'en informer ici la députée.

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre. Je rappelle au gouvernement que beaucoup de personnes ont proposé des solutions, notamment les peuples autochtones du Canada, qui devraient être consultés. Lui et le gouvernement devraient tenir compte des solutions que ces gens ont proposées.